

# Document

## La crise dévoilée: origines, conséquences et solutions du plus grand scandale financier de l'Histoire

(par Julien Paolantoni - <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=15500>)

**Le 15 septembre 2009**

**I) D'où vient la crise ?**

**A) Dictature idéologique et production d'experts à gages**

**« Ce n'est pas avec la raison, et c'est le plus souvent contre elle, que s'édifient les croyances capables d'ébranler le monde. »** (1), Gustave Le Bon, sociologue français ( 1841-1931 )

Il n'aura ainsi échappé à personne parmi les quelques humains encore sains d'esprit que le monde est depuis maintenant trente ans sous l'emprise idéologique des néolibéraux.

En effet, en 1979 arriva au pouvoir au Royaume-Uni une charmante dame nommée Margareth Thatcher, membre notoire de la Royal Society britannique (2) et du Conseil privé de la reine (3) mais également du think tank ultra-conservateur Heritage Foundation (4), qui fut un des architectes et des soutiens les plus importants de la doctrine Reagan qui préconisait le support des mouvements anti-communistes en Afghanistan, en Angola, au Cambodge ou au Nicaragua (5). Or, Thatcher n'est que la première d'une longue série de dirigeants corrompus et dévoués aux intérêts aveugles de l'élite (Blair et Brown pour le Royaume-Uni; Reagan, Bush I, Clinton, Bush II et Obama pour les Etats-Unis; Mitterrand, Chirac et Sarkozy pour la France ... ). En dehors de leur avidité de s'immiscer dans les affaires des pays sous-développés en partie grâce à leurs soins, ces dirigeants entendent aussi imposer au monde entier leur vision de l'économie.

Voilà donc trente ans que nous sommes dirigés par des « fanatiques crédules et ignorants dont les caractéristiques principales sont la crainte et la haine »(6), comme l'a si bien démontré George Orwell dans son chef d'oeuvre **1984** (1949), fanatiques qui croient religieusement en l'autorégulation du marché par un régime de concurrence « pure et parfaite » mais aussi en la « main invisible » qui permet naturellement la « meilleure allocation des ressources »(7)

Au-delà de cette véritable faillite intellectuelle devant le refus de voir les faits tels qu'ils sont, comme par exemple le fait que le taux de chômage a augmenté dans l'ensemble des pays convertis au néolibéralisme depuis les années 1980 , est d'autant plus scandaleuse l'ingérence perpétrée par les gouvernements néolibéraux successifs. En effet, les néolibéraux se considèrent souvent comme les représentants de Dieu sur Terre, se permettant ainsi d'imposer leur vision erronée de l'économie et/ou d'aller imposer leur version de la démocratie aux « Etats voyous »( Rogue States ) au prétexte que ces pays cachent des « terroristes » (8). Ces pays n'ont en réalité dans de nombreux cas commis aucun crime pouvant justifier une intervention étrangère ( souvenez-vous des prétendues « armes de destruction massives » ... ). Au delà des enjeux géopolitiques, le but premier des néocolons est de réduire en esclavage les pays envahis par un contrôle totalitaire de leurs économies le temps qu'ils se « démocratisent », ce qui n'a aucune importance puisque quand bien même ils y parviendraient ils constateraient que leurs ressources naturelles ont été saisies et seraient encore dans une situation de dépendance. Les élites vont ainsi jusqu'à créer des crises de toute pièce afin de maintenir leur domination sur la masse.

Pour mettre en place leur projet impérial, nos amis fondamentalistes ont cependant eu besoin d'un large soutien médiatique, ce qui nous amène à laisser de côté pendant quelques temps les agresseurs pour nous intéresser aux collaborateurs.

Premier appelé à la barre des accusés, le milliardaire Rupert Murdoch, propriétaire du Wall Street Journal, dont la sympathie pour le néolibéralisme n'est plus à prouver, mais également du Times, du New York Post, de Fox News et de la quasi totalité des quotidiens australiens (9). Pour être complet, il faut ajouter à cela les studios Paramount, le géant de l'édition Harper Collins et Sony-Universal. Plus intéressant encore, Mr Murdoch détient le site communautaire My Space, deuxième plus gros site de mise en réseau derrière

Facebook. Murdoch et bien d'autres barons de la presse ( Lagardère et Bouygues, pour ne pas oublier cette chère France) ont ainsi fait passer la convergence idéologique des « experts » retenus avant l'indépendance de la presse. Prenons par exemple le présentateur-vedette de Fox News, Bill O'Reilly. En 1982, celui-ci faisait parti de ces « experts » ayant servi à légitimer les guerres impériales de Thatcher ( guerre des Malouines, territoire revendiqué par l'Argentine car situé au large de ses côtes, colonisé par le Royaume-Uni depuis 1833) et de Reagan ( soutien à la dictature militaire en place au Salvador contre la guérilla marxiste dans l'optique de la guerre contre le communisme) (10). De toute évidence, une telle complaisance de la part d'un prétendu « expert » envers des conflits loin d'être menés en vue d'instaurer un quelconque embryon de démocratie laisse bon nombre d'interrogations sur la viabilité de nos propres « démocraties ». En effet, O'Reilly se définit lui-même dans son livre Culture Warrior ( 2006 ) comme « un traditionaliste et un populiste en guerre contre les progressistes athées » (11). Dès lors, sachant que les « experts » ne sont absolument pas neutres puisqu'ils jouent le jeu des « élites », est-il étonnant qu'il n'y en ait pas eu un seul à s'opposer aux orientations économiques récentes ?

Or, en ces temps de troubles propices à une réduction de nos libertés individuelles au nom de l'obsession sécuritaire, il semble qu'une prise de conscience par les masses de l'absurdité des dogmes en vigueur ne peut passer que par des médias libres. Malheureusement, nous sommes aujourd'hui bien loin de la fin de l'hégémonie néolibérale.

Comme dirait Noam Chomsky, il serait temps que les médias cessent de passer « le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions » et arrêtent de « décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de gérer l'opinion à coups de propagande ».(12)

## **B) Institutions internationales: nouveaux hauts lieux du crime organisé officiel**

Que serait nos chers politiciens corrompus sans structures internationales à la mesure de leurs ambitions criminelles non avouées ?

De toute évidence, l'organisation d'une arnaque financière à l'échelle mondiale nécessite plusieurs institutions capables de légitimer la domination des pays riches sur les pays du Tiers-monde.

En ce sens, la Troïka FMI-OMC-BM a parfaitement rempli son rôle. En effet, ces trois institutions sont depuis leur création ( en 1945 à Bretton Woods pour le FMI et la BM; en 1995 pour l'OMC,mais celle-ci n'est qu'une version encore plus libérale des accords du GATT, datant de 1947,auxquels s'ajoute un pouvoir de sanction des pays dissidents ) financées majoritairement par les Etats-Unis, pilier du néolibéralisme. Or, le fait d'être le principal Etat participant au financement de ces organisations assure aux Etats-Unis une mainmise idéologique au sein de ces organisations. Ainsi, aujourd'hui encore malgré l'échec du néolibéralisme, aucun projet alternatif émanant de ces institutions n'a été rendu public. Ceci implique un magnifique exemple de « tyrannie de la majorité » dans le meilleur des cas, les Etats-Unis disposant d'un droit de veto sur toutes les décisions importantes et étant par ailleurs largement soutenus par les deux autres pôles de la Triade ,sachant que de nombreux pays s'opposent à l'idéologie dominante ( en Amérique du Sud notamment: Brésil, Vénézuéla et Bolivie en tête ) (13). Cependant, on pourrait aussi y voir une preuve de la complicité de ces organisations dans la mise en place d'un vaste projet visant à renforcer la domination des puissants dans le pire des cas. Or, c'est cette dernière hypothèse qui s'avère être la plus plausible.

Le premier élément allant en ce sens est la gestion de la dette des pays du Sud. En effet, ceux-ci sont dépendants des aides octroyées par le FMI en échange de leur conversion à la religion moderne nommée néolibéralisme. Ainsi, de nombreux pays ont fait les frais de ce chantage, parmi lesquels certains disposaient de ressources non négligeables pour se sortir par eux-même d'une situation économique difficile ( Chili, Argentine, Indonésie ... ) pourvu que l'on annule leur dette... mais ceci n'est pas du tout à l'ordre du jour. En effet, l'annulation d'une dette répond avant tout à des enjeux géopolitiques. Par exemples, on appréciera le fait que l' Egypte a vu sa dette annulée en 1991 lorsqu'elle décida de soutenir les Etats-Unis lors de la première guerre du Golfe, de même que la Pologne en 2001 en échange de son retrait du pacte de Varsovie. En revanche, les pays victimes du tsunami de décembre 2004 attendent encore (14)... et certainement pour longtemps, étant donné que l'Indonésie, la Thaïlande etc. font parti de l'« Axe du Mal » tandis que l'Amérique du Sud n'entend pas se soumettre aux Etats-Unis.

Deuxièmement, le statut même des banques centrales font qu'elles agissent en accord avec les orientations politiques décidées au sein des trois institutions évoquées précédemment.

La plus importante des banques centrales est, du fait de la position de monnaie internationale exercée par le dollar, la Réserve fédérale américaine. La première chose à savoir sur la Fed est qu'elle est privée depuis sa création en 1913 et par conséquent agit au nom d'intérêts privés, c'est-à-dire de ceux qui la financent: les banksters de Wall-Street ( tout particulièrement ceux en provenance des quatre plus gros groupes bancaires: Citigroup, JP Morgan Chase, Bank of America et Wells Fargo ). Ensuite, la Fed n'est pas non plus « centrale » puisque la Fed est divisée en douze organismes régionaux indépendants, ce qui rend impossible tout contrôle de la liquidité en circulation aux Etats-Unis, chaque filiale conduisant sa propre politique monétaire. De même, la Banque d'Angleterre est indépendante depuis 1997 (indépendance accordée par un certain Gordon Brown, alors ministre des Finances ...) et n'a donc aucun compte à rendre au gouvernement britannique.

Enfin, la BCE est un cas particulier. En effet, bien que bénéficiant d'un statut d'indépendance, les orientations de la BCE sont soumises à un vote au Parlement européen, cependant, les élus européens n'étant pas des révolutionnaires, la politique monétaire européenne est presque calquée sur celle de la Fed ( lutte contre l'inflation, etc.)

Récapitulons: nous vivons dans une société où la folie est la norme et dans laquelle très peu semblent s'en apercevoir et encore moins seraient prêts à la combattre. Étant donné ceci, il est ainsi plus aisé de concevoir un système dans lequel au bas mot 75% de la population de cette basse terre se fait escroquer quotidiennement, bien qu'à des niveaux différents selon le milieu social considéré.

Mais au vu des conséquences désastreuses de ce petit jeu, il convient de regarder de plus près comment fonctionne la planche à billets...

### **C) Principes de la finance moderne: jeu du gendarme et du voleur dans lequel le gendarme est aussi un voleur.**

Avant de partir dans des détails techniques, revenons sur les deux principaux crimes politiques de ces dernières années.

Tout d'abord, en 1999, sous l'administration Clinton est retiré le Glass-Steagall Act. Cette loi, instaurée par Roosevelt en 1933 en réponse à la crise de 1929, obligeait les banques à faire un choix entre exercer la fonction de banque d'affaire, libre de spéculer en Bourse, et celle de banque commerciale dont le métier est de prêter aux entreprises et de faire fructifier les placements des épargnants en minimisant les risques. En outre, le Glass-Steagall Act exigeait des banques qu'elles conservent suffisamment de réserves de liquidités pour faire face à la demande de crédit des ménages et des entreprises. Ainsi, les banques devaient afficher dans leur bilan un ratio dette/fonds propres maximal de 12:1, autrement dit pour lancer un investissement par endettement à hauteur de 12 millions, une banque devait elle-même avoir 1 million en réserve. De plus, cette loi instaure le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires ( FDIC ) pour protéger les épargnants possédant un dépôt inférieur ou égal à 100000 \$ contre toute perte de capital.

En 1999, après un lobbying de l'industrie bancaire sur le Congrès d'environ 300 million de dollars ( selon Michel Chossudovski, professeur d'économie à l'université d'Ottawa ), le Glass-Steagall Act est retiré au profit du Gramm-Leach-Bliley Act ou loi dite de « modernisation des services financiers ».

Étant donné que le Congrès américain est composé de 535 membres, tous plus honnêtes les uns que les autres, 452 membres ont voté en faveur de la loi, et si on considérait que chacun a reçu une part égale du lobbying nous arriverions à une prime de 663717 \$ par membre favorable à la proposition de loi ...

Or, comme ces personnes sont quand même loin d'être stupides, considérons plutôt qu'ils ont vendu leur pays pour 600000 \$. En effet, quand on regarde en quoi consiste cette loi, nul besoin d'être spécialisé en finance pour se rendre compte qu'elle mènera au désastre, ou quand bien même on ne s'en serait pas aperçu il suffit de jeter un coup d'oeil en direction d'où vient cette loi pour arriver à la même conclusion.

En résumé, cette loi n'est autre que le contraire du Glass-Steagall Act: fin de la distinction entre banques d'affaires et banques commerciales et quasi-fin du système des réserves obligatoires ( le ratio passe de 12:1 à 30:1 ... ). Et devinez-qui sont ceux qui ont fait pression pour que cette loi soit votée ?

Réponse: les mêmes à qui on demande aujourd'hui de résoudre la crise (15) !

- Lawrence Summers, président du fond spéculatif D.E Shaw en 1999, a exercé un rôle majeur dans la campagne de lobbying sur le Congrès jusqu'à être nommé secrétaire au Trésor par Clinton. Summers est aujourd'hui le principal conseiller économique d'Obama ...
- Paul Volcker, ex-directeur de la Fed ( 1979-1987 ), a conduit la première étape de dérégulation financière qui a conduit à la crise de 2008. Volcker fait aussi parti du Conseil économique d'Obama ...
- Alan Greenspan, successeur de Volcker à la Fed ( 1987-2006 ), continuera la politique monétaire de son prédécesseur, basée sur la faiblesse permanente des taux d'intérêt entraînant un excès de liquidité disponible pour rendre possible les opérations démesurées de Wall Street.
- Jon Corzine, PDG de Goldman Sachs au moment des faits, une des principales banques bénéficiaires de la réforme. Son départ de G-Sax lui rapporta 400 millions de dollars. Corzine est actuellement gouverneur du New Jersey, après avoir été membre du Comité bancaire du Sénat ( 2000-2005 ).
- Tim Geithner, membre notable du CFR, think tank attiré de la philanthropique famille Rockefeller, il faisait également parti du secrétariat au Trésor sous Clinton. Geithner deviendra ensuite président de la Fed de New York ( la plus puissante des douzes ), puis secrétaire au Trésor d'Obama

Deuxième crime politique: la mise en place sous différentes formes de boucliers fiscaux en Europe ( France, Allemagne, Espagne, Suède et Finlande à ma connaissance ) et aux Etats-Unis.

En France, il a été instauré par la loi de Finances 2006, abaissant les impôts des contribuables de 60% à 50% de leurs revenus depuis le 1er janvier 2008, sur les revenus de 2007. Le dispositif prend en compte l'ensemble des prélèvements fiscaux : la contribution sociale généralisée ( CSG ), la contribution pour le remboursement de la dette sociale( CRDS), l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), l'impôt sur le revenu, les taxes foncières et la taxe d'habitation sur la résidence principale. Le système fonctionne par remboursement de l'administration fiscale: si les impôts payés dépassent le seuil de 50% des revenus, celle-ci rembourse l'excédent aux contribuables (16). Ainsi, l'Etat français rembourse ses membres les plus riches, une logique admirable quand les classes moyennes et populaires ont du mal à boucler leurs fins de mois ...

Aux États-Unis, les contribuables dont l'impôt payé est faible par rapport à leur revenu sont soumis à un autre système de calcul dit Alternate Minimum Tax (AMT), consistant en un taux unique et ne prenant pas en compte la plupart des déductions et crédits d'impôts auxquels ont droit les autres contribuables. Au cours des dernières années cependant, ce système d'impôt minimal a touché de plus en plus de ménages des classes moyennes, en particulier à cause de l'augmentation des prix de l'immobilier : en effet, les plus-values à la revente d'une résidence principale, largement exemptées d'imposition dans le système normal, sont prises en compte comme revenus par l'AMT.

En résumé, les boucliers fiscaux, quelle que soit leur forme, répondent à une volonté politique de limitation de la participation des plus riches au financement du budget de l'Etat, laissant ce soin aux classes moyennes et défavorisées pour que les riches placent plutôt leur argent dans des produits financiers douteux. Dans le même temps, la hausse des salaires de l'écrasante majorité de la population active est inférieure à la progression de l'inflation, ce qui diminue la consommation et affaiblit donc davantage l'économie.

La récupération politique tient alors du génie criminel: **vendre** véritablement au peuple cet attentat financier grâce à la propagande médiatique, visant à faire passer l'**illusion** de croissance économique résultant de la hausse des titres financiers suite à une pure frénésie d'achat totalement irrationnelle pour une augmentation **réelle** de la richesse globale du pays. Les « pessimistes », c'est-à-dire ceux qui sont réalistes, ne s'en étonneront pas car « la politique économique a souvent été aux antipodes de l'intérêt économique lui-même », J.K Galbraith.

Ceci dit, il est temps d'aller voir au coeur du problème: qu'est-ce qui ne marche pas dans l'organisation d'un monde régi par la finance de marché ?

Comme nous l'avons vu précédemment, les grands groupes bancaires et autres financiers de haut vol sont les véritables maîtres du monde car ils contrôlent les décisions politiques à distance par le biais du financement des campagnes électorales, puis grâce au lobbying sur les autorités exécutives et législatives (17) ( on ne parlera pas des relations entre lobbyistes et magistrats car ce sujet est suffisamment sensible pour envoyer quelqu'un en prison pour « diffamation » ). La propagande médiatique sert en suite à faire passer les intérêts de cette minorité pour ceux de la majorité, un processus fascinant que Pierre Bourdieu a joliment baptisée « violence symbolique » (18) car les opprimés finissent par désirer ce que leurs bourreaux désirent.

Ainsi, le dernier obstacle à une domination totale des « insiders », c'est-à-dire ceux qui sont à l'intérieur des des institutions non élues qui décident de tout pour tous, sont les quelques organismes dit de « contrôle ».

Or, force est de constater que ceux-ci ne sont pas indépendants comme ils devraient l'être.

En premier lieu, les agences de notation chargées d'évaluer les banques en fonction de la qualité des crédits qu'elles octroient sont contractées et rémunérées par ... les banques mêmes qu'elles sont sensées évaluer (19).

Par exemple, on appréciera le fait qu' au moment du déclenchement de la crise des subprimes, crédits de mauvaise qualité destinés aux ménages modestes, les principales agences de notation ( Moody's et Standard & Poor's ) accordaient aux banques directement impliquées dans cette crise, c'est-à-dire Lehman Brothers, Merrill Lynch, Citigroup, etc la note AAA, soit la meilleure note possible.

La complicité des agences de notation a ainsi permise la mise au point par les banques de produits financiers toujours plus complexes et risqués, donc plus rémunérateurs.

En effet, les années 1990 marquent le début d'une nouvelle ère financière en raison du développement de la titrisation, processus permettant de transformer les crédits en titres échangeables. C'est ce phénomène qui a conduit à l'augmentation du nombre de crédits à risque en circulation dans l'économie car les banques s'incitent mutuellement à accorder le plus de crédits possibles, en considérant que celles qui en émettront le plus seront les plus rentables et donc verront leur cotation boursière améliorée en conséquence (20). Par ailleurs, le fait que les banques centrales maintiennent les taux d'intérêts à des taux anormalement bas encourage d'autant plus les banques à recourir à l'emprunt pour financer leurs investissements, et devront ensuite octroyer un maximum de crédits pour éponger leurs dettes, c'est le but de la titrisation.

Ce mécanisme est basé sur une tentative de répartition des risques entre les différents acteurs d'une transaction.

Il existe alors trois grandes familles de produits financiers de protection.

Premièrement, les dérivés sur événement de crédit ou Credit Default Swaps (CDS) sont des contrats financiers de protection, entre acheteurs et vendeurs. L'acheteur de protection verse au vendeur de cette protection une prime annuelle calculée sur le montant de l'actif ( c'est à dire le produit financier dont il est question ), en échange de laquelle le vendeur promet de compenser à terme les pertes de l'actif en cas « d'événement de crédit » ( ensemble des risques envisagés ) précisé dans le contrat. C'est donc, sur le plan des flux financiers, comme un contrat d'assurance.

Il s'agit toutefois d'une transaction non-financée : sans obligation de mettre de côté des fonds pour garantir la transaction ( ce qui pose un problème évident en cas « d'événement » ), le vendeur de protection reçoit des primes périodiques et augmente ses avoirs ( ce qu'il possède ) sans le moindre investissement en capital si aucun événement de crédit n'a lieu jusqu'à échéance du contrat. Dans le cas contraire, il est contraint de faire un paiement , donc de fournir des fonds. Il s'agit donc d'une exposition hors-bilan ( c'est-à-dire non répertorié dans le bilan de l'agent économique, faisant le solde ( capital financier moins dette ) de toutes les opérations effectuées par celui-ci ) étant donné que le vendeur n'engage pas ses fonds propres au moment de la signature du contrat.

Deuxièmement, les valeurs mobilières adossées à des actifs ou Asset-Backed Securities (ABS), sont des valeurs mobilières dont les flux sont basés sur ceux d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs.

Les flux peuvent par exemple être basés sur ceux d'un portefeuille d'emprunts immobiliers, de paiements de cartes bancaires, de créances commerciales.

Les ABS sont l'une des formes les plus courantes de titrisation. Les ABS les plus répandus sont assis sur des crédits hypothécaires ( Mortgage-Backed Securities, MBS ). C'est la perte de confiance des investisseurs sur les MBS qui déclencha la crise de l'immobilier aux Etats-Unis pendant l'été 2007 ...

Un ABS est généralement constitué d'un paquet de 3 000 à 6 000 crédits d'un montant unitaire de 100 000 à 500 000 dollars. Imaginez-donc ce qui se passe quand des millions d'ABS perdent leur valeur ...

Enfin, les obligations adossées à des actifs ou Collateralised Debt Obligations (CDO) sont des structures créées sur mesure par les banques à destination d'investisseurs.

Un CDO regroupe en général des titres issus de 120 à 250 actifs (ABS ou obligations ) pour un montant compris entre 1 et 2 milliards de dollars. Or, étant donné le poids financier d'une telle opération il serait

légitime que l'acheteur soit parfaitement informé des caractéristiques du produit qu'il est sur le point d'acquiescer...

Cependant, les acheteurs ne savent en réalité que très peu de choses sur ce qu'ils vont acheter. En un mot, tout repose sur la confiance:

Les parts de CDO sont divisées en trois tranches selon le degré de risque pris par l'investisseur :

Les tranches equity sont les plus risquées. Elles sont généralement achetées par un fond spéculatif (hedge fund) ou le gérant du CDO. Elles sont les premières à supporter le risque.

Les tranches mezzanine sont intermédiaires. Elles sont généralement achetées par des gérants d'actifs ou des investisseurs indépendants.

Les tranches senior ou super-senior sont les moins risquées. Elles sont en général notées AAA par les agences de notation. Elles sont généralement achetées par des assureurs monoline (rehausseurs de crédit) tels Ambac ou XL Capital. Le problème est que les investisseurs achètent par « paquets », ainsi en raison de l'opacité du système bancaire, même dans un paquet noté AAA la banque peut sans grandes difficultés glisser des actifs de piètre qualité dans le lot.

Rajoutons donc les agences de notation au club très fermé des architectes de la présente crise pour ne pas avoir dégradé les notes des crédits à risques et ne pas avoir exigé toutes les informations nécessaires sur les contrats d'assurances douteux.

Cependant, on pourrait quand même se demander pourquoi les autorités de contrôle des marchés financiers, notamment la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis, n'ont pas réagi à la titrisation massive de crédits à risques par un durcissement des contrôles.

La première explication est que la SEC fut créée en 1934 par Roosevelt pour faire appliquer le Glass-Steagall Act, entre autres. Or, celui-ci n'est plus en vigueur depuis 1999. On peut donc en conclure que les personnes à l'origine de son retrait voulaient par la même occasion affaiblir la SEC.

En guise de seconde explication, regardons qui est généralement nommé pour diriger la SEC.

Réponse: un financier nommé par le Président ayant le soutien du Sénat corrompu ...

En effet, l'actuelle directrice de la SEC, Mary Schapiro était avant sa nomination membre du Conseil d'Administration du groupe énergétique Duke Energy et du géant de l'alimentation Kraft Foods. Elle doit donc avoir de bonnes relations à Washington et Wall Street, et par conséquent ne pas vouloir trop compromettre les activités de ses amis (21).

Les financiers n'ayant donc pas de véritable contrainte extérieure dans l'exercice de leurs activités informellement destructrices, n'ont plus qu'à placer leur butin dans un des nombreux paradis fiscaux soigneusement mis à leur disposition par leurs amis des institutions internationales, car l'argent des criminels d'aujourd'hui servira à financer les campagnes électorales des politiciens corrompus de demain. Les paradis fiscaux (Monaco, Îles Caïmans, Liechtenstein, etc.) ont ainsi un rôle central dans le rapport de domination de l'« élite » mondiale sur le reste de la planète.

En effet, ceux-ci hébergent, outre les sièges sociaux des banques, la majorité des fonds spéculatifs, des fonds souverains (fonds spéculatifs d'États !) et autres fonds de pension dont l'activité est de dérober la retraite des vrais travailleurs à qui on aura vendu le rêve d'une vie moins misérable.

A la lumière de ce qui a été dit jusqu'à présent, on peut désormais assimiler le fonctionnement de la finance contemporaine à celui de la Mafia, chacun des criminels s'attelant à la réalisation d'un crime précis sur commande d'un supérieur hiérarchique.

A une différence près: en finance les truands ne se font pas la guerre, et à vrai dire ne se font même pas concurrence, tous étant spécialisés dans le domaine où ils excellent, ils sont complémentaires et interdépendants. Les « banksters » (contraction ingénieuse de banker et gangster) forment donc une grande et belle « famille ». Reste à établir précisément les conséquences des agissements frauduleux de la « famille ».

## **II) La Crise, épilogue du scénario rédigé par les puissants de ce monde**

« **Il ne peut pas y avoir de crise la semaine prochaine: mon agenda est déjà plein** », Henry Kissinger, ancien conseiller à la défense nationale ( 1969-1973 ) puis Secrétaire d'Etat américain ( 1973-1977 ).

Cette phrase, prononcée par un des principaux architectes de la politique américaine depuis les années 1970, illustre assez bien la situation des Etats dits « démocratiques »: une minorité sans légitimité cherche à maintenir sous son contrôle les décisions majeures. Par conséquent, même les crises se produisent quand l'élite le décide.

En effet, les époques les plus profitables étant les périodes de reconstruction, ceux qui détiennent le pouvoir déclenchent volontairement des crises quand les méthodes traditionnelles pour faire de l'argent facile ( spéculation, exploitation des travailleurs, propagande, etc. ) restent nécessaires pour maintenir le statu quo mais pas pour continuer à réaliser des profits colossaux. Ainsi, tout au long de l'histoire les crises diverses telles que celles liées aux matières premières ( pétrole (22), céréales (23), etc. ) ou celles du secteur bancaire correspondent bien à cet objectif, sans parler des guerres (24). Pour se faire une idée précise du genre de personnes à l'origine de l'organisation des crises, il suffit de chercher des information sur les membres des think tanks les plus influents ( Heritage Foundation, Project for the New American Century, American Enterprise Institute et CFR ) et des groupes de pression dominants ( groupe Bilderberg en premier lieu ).

Il reste maintenant à établir les conséquences des agissements de ces parasites à la lumière de la présente crise.

### **A) Destruction de l'économie réelle**

La conséquence de la crise bancaire conjuguée avec celle de la dette publique est l'alourdissement des déficits budgétaires: les banques ne prêtent plus aux Etats comme auparavant donc ceux-ci cherchent à réduire leurs dépenses mais n'y parviennent pas ce qui aboutit à une aggravation des déficits. (25)

Or, les Etats sont contraints par le FMI ( plus les institutions européennes pour les pays concernés par le pacte de stabilité ) à se rapprocher le plus possible de l'équilibre budgétaire. Les Etats se retrouvent donc obligés de diminuer leurs dépenses, et autant dire que les coupes de budget ne se font pas au hasard.

La première chose à comprendre à propos de cette crise est que ce n'est absolument pas un accident si elle se produit précisément en ce moment.

En effet, l'objectif partagé par les dirigeants des pays développés est la recherche de l'anéantissement du secteur public au profit du secteur privé. Or, ce projet entre aujourd'hui dans sa phase terminale, et touche les trois secteurs d'activité.

Dans le secteur primaire ( agriculture ), la conséquence principale est une augmentation de la concentration économique ( baisse du nombre de producteurs par anéantissement des plus faibles ). En effet, en avançant l'argument budgétaire, les Etats réduisent drastiquement les subventions en faveur des petits exploitants mais maintiennent celles pour les firmes de l'industrie agroalimentaire (26). Ainsi beaucoup d'emplois sont supprimés en zone rurale, ce qui aggrave les inégalités entre villes et campagne et entre régions.

Or, au delà de l'effet désastreux sur l'économie locale ceci met en doute notre capacité à faire face à l'enjeu écologique de parvenir à relocaliser l'économie pour produire moins mais réaliser une production de meilleure qualité. Dans le même temps les compagnies les plus néfastes de l'industrie agroalimentaire conservent le soutien financier de diverses fondations ( Rockefeller, Gates, Clinton, etc. ) (27) ce qui nous conduit à l'inverse de la situation souhaitable ( production biologique ). Par exemple, les multinationales du secteur ( Monsanto, Cargill, Bayer, ADM, etc. ) exercent des activités de lobbying se chiffrant en milliards de dollars afin d'imposer la culture des OGM à l'échelle planétaire ( voir à ce sujet les nombreux articles de William Engdahl, professeur d'économie à l'université de Wiesbaden )

Dans le secteur secondaire ( industrie ) la situation est similaire puisque les gouvernements des pays riches cherchent par tous les moyens à sauver leurs géants déçus de la faillite.

Or, nous verrons que les solutions apportées ne sauveront pas les salariés des groupes au bord du gouffre

mais plutôt leurs dirigeants. Par exemple, la tentative de sauvetage des trois ténors de l'industrie automobile américaine ( Ford, GM et Chrysler ) s'est soldée par la suppression de dizaines de milliers d'emplois rien qu'aux Etats-Unis. De plus, les grands groupes industriels ayant massivement recours à la sous-traitance, c'est un cercle vicieux qui s'enclenche, résultant sur la destruction de millions d'emplois. Privées de prêts à taux préférentiel du fait de la méfiance accrue des banques, ce sont les PME ( entreprises employant moins de 250 salariés ) qui souffriront le plus de la crise, ce qui pose un problème majeur puisque le dynamisme de l'économie dépend bien plus de la santé des PME que de celle des grands groupes.

Pour les activités plus anciennes, telles que la sidérurgie ou la métallurgie la situation est encore plus désastreuse car il s'agit ici d'emplois peu qualifiés, donc étant plus touchés par les délocalisations vers les pays du Tiers-monde car il est plus facile de trouver des travailleurs compétents dans des secteurs d'activités exigeant peu de qualifications.

Le secteur tertiaire ( services ) est plus diversifié que les deux précédents, mais ceci ne devrait pas lui permettre de se tirer de la crise actuelle à moindres frais.

En effet, les services marchands ( services financiers, assurances, consulting, télécommunications, transports et logistique, R & D, etc. ) sont directement liés aux entreprises, donc si celles-ci sont moins actives cela se répercute sur ce genre de services.

Ensuite, les services intermédiaires ( qui peuvent être marchands ou non marchands ) tels que l'éducation et la santé, ne sont pas des services « rentables » au sens économique du terme car ils ne confèrent pas un profit immédiat au prestataire de service. D'où la tentation pour les pays touchés par la crise de réduire quantitativement et qualitativement la prestation de ces services à travers la privatisation de ceux-ci car ils sont aujourd'hui principalement pris en charge par les Etats.

Enfin, les services non marchands ( justice, maintien de l'ordre public et défense nationale ) sont rendus par les Etats. Ceux-ci sont les seuls à voir leur budget augmenter en raison du lobbying du complexe militaro-industriel (28). Toutefois, les activités sécuritaires de base comme la police ou les CRS sont facilement privatisables et tendent déjà à devenir des milices aux ordres de certains ( toujours les mêmes, bien entendu ... ).

## **B) Conséquences sur l'économie souterraine et les mouvements sociaux**

Le seul secteur à ne pas connaître la crise est celui de l'économie parallèle. Par exemple l'industrie de la drogue se porte particulièrement bien puisqu'avec 400 milliards de dollars de chiffre d'affaire dans le monde elle est le premier marché mondial des matières premières selon l'ONU. Le blanchiment d'argent correspond à environ 2 à 5% du PIB mondial ( soit à peu près 1 milliard de dollars blanchis chaque jour d'après l'ONU ).

L'heure est donc plus que jamais à l'internationalisation des réseaux criminels respectant une division du travail et une hiérarchie semblables aux secteurs d'activités « classiques » (29).

Dès lors qu'elle s'aperçoit que l'économie réelle se porte mal, la classe dirigeante a besoin de renforcer les effectifs des forces de l'ordre. Evidemment, ceci n'est qu'un enchaînement logique puisque les périodes de crise sont propices aux révoltes en tous genres donc ceux qui ont organisé celle-ci ont besoin de se prémunir contre tout mouvement hostile en provenance de la base sociale, celle touchée par le chômage et les saisies de logements. Cependant, on a vu à l'occasion de cette crise le renforcement des nouvelles formes de contestation sociale, telles que le squatting ou la séquestration des patrons-criminels ( ceux qui licencient alors que leurs entreprises réalisent des bénéfices ). Or, ceci est une donnée intéressante en ce qui concerne l'état d'esprit des opprimés, car de plus en plus d'entre eux ne supportent plus l'injustice, et s'organisent donc pour répondre à la violence par la violence, sachant qu'un activisme exacerbé est le vecteur de changement le plus efficace dans une société démente. La récente menace portée par des ouvriers français qui annonçaient qu'ils allaient détruire leur usine à l'explosif s'ils n'obtenaient pas une indemnité de licenciement décente montre que la situation sociale des pays industrialisés a atteint le point de non-retour (30). Si la situation ne se débloque pas rapidement en faveur des précaires nous verrons de telles menaces mises à exécution dans un futur très proche.

Voyons maintenant quelles sont les solutions mises au point dans les sombres couloirs de Washington, avant d'énoncer les mesures à prendre immédiatement pour faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise plus jamais.

### III) Les solutions

#### A) Celles avancées par le syndicat du crime économique

« **J'ai abandonné les principes de l'économie de marché pour sauver le système d'économie de marché.** », George W. Bush sur CNN, 16 décembre 2008.

Voilà très précisément où se trouve le véritable problème: ceux qui ont les moyens de changer le monde préfèrent le statu quo car tout changement économique, politique ou social représente un risque pour ceux qui trônent en haut de la hiérarchie. Or, comme les dirigeants politiques agissent en faveur de l'élite économique, la majorité des décisions prises ne comporte pas d'éléments révolutionnaires

Ainsi, la crise actuelle et les plans de relance mis en place pour la résoudre sont une illustration de ce principe de base de l'action politique. Pour faciliter la compréhension de cette situation nous nous en tiendront à l'étude des deux plans de relance successifs décidés par le gouvernement américain car les plans mis à exécution dans les autres pays développés sont semblables.

Voyons d'abord la première partie du plan de relance américain, connu sous le nom de « Plan Paulson », en référence au Secrétaire du Trésor de l'administration Bush, criminel notoire connu pour son passage à Goldman Sachs ( une des banques d'affaires touchées par la crise ) qui lui aura rapporté plus de 700 millions de dollars sur l'ensemble de sa carrière, selon les estimations du World Socialist Website (31).

Voyons maintenant en quoi consiste le plan imaginé par le maître-spéculateur autoproclamé génie de la finance ...

Il comporte trois étapes : 250 milliards de dollars ont été immédiatement accordés au Trésor, suivis de 100 milliards octroyés à la demande du président des États-Unis, puis 350 milliards sujets à un nouveau vote du Congrès des États-Unis (32).

#### B) Résumé du déroulement du plan.

Le 20 septembre 2008, Paulson et Bush proposèrent le rachat par le gouvernement fédéral américain de 700 milliards de mortgage-backed securities (MBS) afin d'augmenter la liquidité du marché des hypothèques et de réduire les pertes que pourraient subir les institutions financières possédant ces titres. Ce plan fut nommé Troubled Asset Relief Program (TARP) (33). Une fois encore le but n'est pas de sortir les gens de la crise immobilière ( comme en témoigne le nombre spectaculaire de saisies de logements pour l'année 2009: un record historique a été réalisé sur les trois premiers mois de l'année, la pire depuis 1979 selon une étude de la Mortgage Bankers Association ) (34).

Dans la semaine du 21 septembre, il y eut différentes altercations entre les membres du Congrès à propos de la durée et de la portée de la proposition, lesquelles étaient aggravées par la faillite de plusieurs institutions bancaires, telle que Washington Mutual, et les élections présidentielles du 4 novembre 2008.

Le 21 septembre, Henry Paulson annonce que la proposition originale, qui excluait les banques d'origine étrangère, a été revue pour inclure les institutions financières étrangères en place aux États-Unis. Le gouvernement fédéral américain a ainsi fait pression auprès de différents pays pour mettre en place un plan semblable (35) ( les réunions de « sortie de crise » entre Sarkozy, Merkel et Brown se sont tenues très peu de temps après l'annonce du Plan Paulson ... ).

Le 23 septembre, le plan est présenté par Henry Paulson et Ben Bernanke ( président de la Fed ) au Senate Banking Committee, qui le rejeta en le qualifiant d'inacceptable (36). Cependant, malgré ce rejet le plan reste pratiquement inchangé, « démocratie » vous disiez ?

#### C) Conséquences lamentables et réactions diverses

Soumis avant l'acceptation du plan Paulson, le budget fédéral américain pour 2008 était de 2 900 milliards. Les 700 milliards du plan l'amèneront à 3 600 milliards, soit une augmentation de 24%. Ce montant est supérieur au budget annuel de l'armée américaine et plus élevé que le montant versé par le gouvernement fédéral aux programmes Medicare et Medicaid combinés (37) ( selon un article du Wall Street Journal du 28 Septembre 2008, date symbolique puisque le WSJ est sorti pendant quelques instants de son rôle de propagandiste pour nous livrer cette étude ).

Selon un article paru dans Associated Press le 26 Septembre 2008, si le Trésor américain dépense la totalité des 700 milliards USD, chaque Américain verra sa dette augmentée de 2 295 USD (pour une population d'environ 305 millions) soit une hausse de 4 635 USD pour chaque Américain ayant un emploi (pour une population de travailleurs estimée à 151 millions) (38). Ces calculs sont simplistes, car les auteurs font l'hypothèse que tous les citoyens américains, travailleurs ou non, vont rembourser ce montant à part égale ( ce qui est évidemment loin d'être le cas du fait du bouclier fiscal évoqué précédemment ). Les auteurs « oublient » également l'intérêt sur la dette...

Petit détail amusant au sens tragique du terme étant donné les conséquences du Plan Paulson sur la conjoncture économique de la décennie à venir: à propos du montant de 700 milliards USD, d'après une porte-parole du trésor américain citée par Forbes.com:

**« Ce n'est pas fondé sur quelque donnée que ce soit. Nous avons seulement choisi un très gros montant »** (39).

Non seulement les plans de relance ne sont pas destinés à relancer l'économie réelle mais en plus le montant retenu pour secourir les institutions responsables a été choisi au hasard ...

Sans parler de l'aspect hautement démocratique de la mesure:

Lors d'un sondage effectué entre le 19 et le 22 septembre 2008 par Bloomberg.com et le Los Angeles Times, des citoyens américains devaient répondre à la question : « Est-ce que le gouvernement devrait utiliser l'argent des contribuables pour sauver les institutions financières en difficulté, sachant que leur faillite aurait des incidences négatives sur l'économie et le marché, ou bien ce n'est pas la responsabilité du gouvernement de sauver les sociétés privées avec l'argent du contribuables ? ». Résultat ? **55 %** des sondés s'opposent à l'initiative du gouvernement, alors que 31 % l'appuient (40). Evidemment, mais j'oubliais que les « citoyens » des Etats dits démocratiques ne sont plus consultés depuis longtemps au sujet des décisions qui affecteront leur vie au quotidien.

Voyons maintenant quelques réactions au sein du Congrès.

- Le président du Senate Banking Committee, le sénateur Christopher Dodd, a déclaré que « ce plan est stupéfiant par son étendue et par son manque de détails... Il ne fait rien selon moi pour aider une seule famille à sauver sa maison. » (41).

- Le sénateur Richard Shelby, le représentant officiel du parti républicain au Senate Banking Committee, a annoncé qu'il est « inquiet que [la proposition du Trésor américain] ne soit ni applicable ni compréhensible, malgré son coût très élevé » (42).

Voilà deux personnes qui ont visiblement compris que le Plan Paulson n'a pour objectif de sauver leurs concitoyens ( même s'ils le disent un peu différemment, censure oblige, l'idée y est néanmoins). Plus intéressante encore est la réaction du sénateur Ron Paul, qui propose un autre projet tellement différent de ce que l'on a l'habitude de voir en politique qu'il mérite que l'on s'y attarde un peu plus loin dans les solutions dignes de ce nom.

De même, certains économistes et non des moindres se sont vivement opposés au plan de relance. En premier lieu, mentionnons le groupe des 200 économistes américains:

Le 24 septembre 2008, dans une lettre envoyée au Congrès des États-Unis, plus de 200 économistes travaillant dans des universités ont exprimé leurs « grandes inquiétudes à propos du plan proposé par le Secrétaire au Trésor Paulson ». En effet, approuvée par 231 économistes américains en quelques jours, elle a été qualifiée de « consensus apparent des économistes académiques ». Ses auteurs perçoivent trois pièges fatals dans le plan proposé :

« 1) Son honnêteté. Le plan est une subvention aux investisseurs aux dépens des contribuables. Les investisseurs qui ont pris un risque pour faire un profit doivent aussi subir les pertes. [...] Le gouvernement peut maintenir une industrie financière qui fonctionne bien [...] sans sauver quelques investisseurs qui ont pris de mauvaises décisions.

2) Son ambiguïté. Ni la mission de la nouvelle agence ni sa supervision ne sont claires. Si les contribuables doivent acheter des actifs non liquides et opaques de vendeurs en difficulté, les termes, les occasions et les

méthodes de ces achats doivent être transparents avant de procéder à l'achat et les actifs doivent être supervisés avec diligence.

3) Ses effets à long terme. Si le plan est accepté, ses effets seront avec nous [les Américains] pour une génération. Suite à leurs efforts, les marchés des capitaux américains, dynamiques et innovateurs, ont amené une prospérité nationale inconnue jusqu'alors. Affaiblir de façon fondamentale ces marchés dans le but de calmer des perturbations à court terme est affligeant »

— Extrait de la lettre envoyée au Congrès des États-Unis par un collectif d'économistes américains. (43)

Si elle n'était pas destinée au Congrès, cette lettre demanderait sans doute aussi plus directement:

« Excusez-nous de vous réveiller en pleine sieste, mais auriez-vous l'obligeance de nous faire parvenir la liste du club très fermé de ceux qui vivront mieux après la crise qu'avant celle-ci ? »

Plus élégamment, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a comparé le plan Paulson à une transfusion sanguine à un malade qui souffre d'une hémorragie interne ( dans un entretien au journal Le Monde ) (44). Une métaphore admirable en tous points ...

Cependant, le plan Paulson n'était que le premier acte mis au point entre Wall Street et Washington pour secourir les banques irresponsables, sans oublier leurs dirigeants qui ne se priveront pas de bonus et autres « indemnités » en tous genres. En effet, dans le courant de cette année l'administration Obama a annoncé qu'elle va mettre en place son propre plan pour répondre à la crise:

Le plan a été accepté par le Sénat et la Chambre des représentants après une série de débats, chacune des chambres ayant proposé son propre plan. Les deux chambres se sont entendues sur un programme qui coûtera environ 790 milliards USD. Les deux premières étapes ont été révélées:

Le 18 février 2009, Barack Obama a annoncé la mise en place d'un plan visant les propriétaires de résidence. Il a pour but d'éviter à au moins sept millions de propriétaires américains la saisie de leur résidence. Ce plan dit immobilier sera ajouté à ceux annoncés précédemment. Il est doté d'une enveloppe de 75 milliards USD, mais elle « pourrait » augmenter jusqu'à plusieurs centaines de milliards (45)

Le 18 mars 2009, pour contrer les effets de la récession aux États-Unis, la Fed a décidé d'acquérir pour 300 milliards USD d'obligations du Département du Trésor des États-Unis, pour 750 milliards USD de mortgage-backed securities (MBS) et d'acquérir des dettes de Fannie Mae et Freddie Mac pour 100 milliards USD (46). Nous avons donc la Fed qui se charge d'éponger les dettes du gouvernement fédéral tout en s'engageant dans le rachat des titres douteux toujours détenus par les banques, sans oublier de prendre en charge les dettes de Fannie qui sélectionne les hypothèques que Freddie revend sur le marché mondial ( ces deux institutions sont sous contrôle gouvernemental depuis 2008 ).

Il y a juste un petit problème: Comment le gouvernement américain va-t-il pouvoir financer deux plans de relance pour un montant total de plus de 1400 milliards de dollars ( avec le plan de sauvetage de l'industrie automobile ) alors qu'il a déjà recours à la Fed et aux pays étrangers pour financer ses dettes et celles appartenant aux organismes boîteux qu'il a pris en tutelle ?

Seule réponse possible:

La planche à billets va tourner à plein régime sans être sûr que le compte y sera ( fortement improbable surtout depuis que les principaux acheteurs de la dette américaine, à savoir la Chine et le Japon, ont déjà réduit leur rythme d'acquisition (47)). Ainsi un scénario sérieusement envisageable à moyen terme ( dans les 10 à 20 à venir ) est celui d'un monde dans lequel les États-Unis présentent une hyperinflation encore jamais vue à ce jour car pour compenser une explosion de la création monétaire il faut réaliser une hausse généralisée des prix pour que les biens et services conservent une valeur réaliste par rapport à la masse monétaire en circulation dans l'économie. Or, comme les travailleurs américains ( au même titre que les autres d'ailleurs ) ne sont pas prêts de voir un jour leurs salaires augmenter aussi vite que l'inflation, il se peut que beaucoup découvrent la joie d'une vie au rythme des tickets de rationnement (48).

Après avoir mis à la lumière les causes, les répercussions et les fausses solutions de cette crise, il est temps d'établir une liste comportant une série de mesures à la fois réalistes et efficaces pour mettre fin à cette situation invraisemblable. Évidemment beaucoup diront que c'est un rêve. A ceux-là je dirais que si c'est un rêve alors c'est un rêve dissident, avant d'ajouter que les révolutions ayant bouleversé le monde dans un

sens comme dans l'autre n'ont été possibles que parce qu'à un moment précis du temps et de l'espace quelques idéalistes se sont levés contre la folie de leurs contemporains.

#### **IV) Le plan de relance tel qu'il devrait être**

##### **A) Reprise en main de la sphère financière**

Travail préalable:

Comme l'a réclamé Bloomberg.com, il faut exiger de la Fed et des autres banques centrales qu'elles dévoilent la liste des bénéficiaires des plans de relance, ainsi que le montant d'argent public versé. Selon le sénateur Ron Paul, il faut carrément abolir la Fed pour son rôle de créateur illimité de monnaie (49). Plus vraisemblablement, il faudrait élire une commission pour superviser les banques centrales et s'assurer qu'elles n'abusent pas de leur pouvoir.

En ce qui concerne les banques impliquées dans la crise et ayant reçu une aide d'Etat, elles devront rendre public leur bilan ( c'est à dire le compte rendu des actifs possédés ainsi que le risque associé à chacun et leur valeur sur le marché; et les dettes qu'elles ont contractées jusqu'à présent. ).

Ce n'est qu'une fois la vérité révélée sur les plans de relance actuels que l'on pourra entreprendre une réforme complète du système bancaire. Une telle action ne saurait être efficace sans les propositions suivantes:

- 1) Fin des opérations « hors-bilan »: toute transaction devra être répertoriée dans le bilan de l'institution concernée afin de faciliter la notation des produits financiers. Concernant les fameux bonus, ils ne devront être accordés qu'en cas de rendements exceptionnels et être soumis à l'impôt sur le revenu. A l'inverse, les traders faisant perdre de l'argent à leurs employeurs devront rembourser cette somme ou finir en prison.
- 2) Des organismes de contrôle libres de toute pression extérieure devront être créés: cela concerne autant les agences de notation que celles chargées de contrôler les marchés financiers. Cela est valable également pour toute entreprise travaillant dans la comptabilité, l'audit et l'assurance.
- 3) Démantèlement des paradis fiscaux et interdiction de spéculer avec les produits dérivés et autres titres inventés pour donner une illusion de croissance.
- 4) Réaliser une convention à l'échelle mondiale établissant à nouveau la différenciation obligatoire entre banques d'affaires et banques commerciales. Fixer les réserves obligatoires à 5:1 ( autrement dit pour prêter ou investir 5 millions la banque devra elle-même posséder 1 million dans ses coffres à la banque centrale pour faire face à la demande des particuliers et des entreprises ).
- 5) Effectuer une hausse généralisée des taux d'intérêts pour mettre fin au système actuel des crédits que l'on pourrait nommer « à n'importe qui n'importe comment »: si la banque centrale augmente significativement son taux directeur alors les banques sélectionneront mieux les emprunteurs car elles-mêmes seront limitées dans l'allocation des crédits par la hausse de la valeur des devises sur le marché. Ainsi, si le créancier n'a pas recours à la dette pour gérer ses affaires et si l'emprunteur sélectionné a les moyens de rembourser sa créance dans les conditions établies alors une crise de type « subprimes » devient virtuellement impossible.

##### **B) Décisions douloureuses à prendre au niveau national et international**

Ceci dit un tel projet n'a aucune chance d'aboutir sans un profond changement de mentalité dans les instances décisionnelles du monde entier. Voici quelques unes des modifications à apporter de toute urgence:

- 1) Refus du fanatisme néolibéral: l'Etat doit être en mesure d'intervenir dans l'économie si la situation l'exige, comme par exemple au cas où les autorités de régulation des marchés seraient inefficaces pour une raison ou une autre
- 2) Le protectionnisme ne doit pas être considéré comme un mal à condition que les mesures protectionnistes aident les faibles contre la concurrence déloyale. Il faut donc favoriser les pays pauvres au sein des institutions internationales, subventionner les petits producteurs ainsi que toute entreprise réalisant une production aussi respectueuse que possible de l'environnement, etc.
- 3) La dette du Tiers-monde doit être annulée pour permettre à ces Etats de compenser leur retard économique. De plus, cette mesure est un impératif d'autant pressant qu'elle doit permettre d'atténuer la crise écologique imminente. En effet, il est plus facile pour des pays en reconstruction

- d'investir dans les énergies renouvelables et mettre en place une agriculture biologique à grande échelle que pour des pays industrialisés de longue date.
- 4) Classer le lobbying parmi les activités illégales pour donner leur indépendance aux Etats et aux institutions internationales pour la première fois de leur histoire ( pardonnez-moi de considérer que tout acteur de la vie économique, politique, sociale ou culturelle soumis à des intérêts particuliers ne peut être considéré comme étant libre ). Assurément, un monde qui ne serait plus régi par la volonté des puissants de tous horizons ne manquerait pas d'être un endroit plus agréable à vivre pour l'écrasante majorité d'entre nous.
  - 5) Les médias se définissant comme « source d'information » devront impérativement prouver leur indépendance financière et intellectuelle. Le financement par la publicité est donc à bannir. Un média exerçant uniquement à partir des dons de ses fidèles sera la meilleure preuve d'autonomie. Inutile de rappeler que plus un peuple est savant, moins il sera facile à duper par les artifices de la propagande. Or, la plupart des « citoyens » de ce monde s'informent par voie passive ( télévision en premier lieu, mais aussi radio, etc. ), si les sources d'information de masse deviennent crédibles alors ce ne sont pas seulement des crises que nous allons éviter, il se pourrait bien que certaines élections dans les pays développés prennent une toute autre tournure ...

### C) Le plan de relance nécessaire à court terme

En dehors des réformes structurelles évoquées précédemment qui mettront une infinité de temps à être comprises et encore plus à être appliquées malgré l'urgence de la situation, il y a une série de propositions simples qu'il faut adopter immédiatement.

- 1) Aide publique à distribuer uniquement aux PME, grandes entreprises et banques récupérables. Autrement dit, il faut sauver seulement les acteurs de l'économie réelle, et parmi les grandes entreprises seulement celles qui s'engagent à maintenir l'ensemble de leurs activités dans les pays octroyant cette aide. Pour les banques, il est souhaitable de laisser se noyer celles qui nagent au milieu de leur océan d'actifs toxiques ( il serait en effet indécent que l'Etat se porte garant d'une banque possédant plus de 10% d'actifs de ce type).
  - 2) Instaurer un véritable partage des pouvoirs au sein des institutions internationales de premier ordre ( FMI, OMC, BM ). Dans le cas contraire, celles-ci resteraient le plus sûr moyen de continuer à légitimer la domination des riches sur les pauvres, et mériteraient à ce titre de disparaître car le monde ne pourrait raisonnablement être plus inégalitaire qu'à ce jour.
  - 3) Mettre en place un impôt progressif. Pour financer un plan de relance aussi ambitieux, l'Etat devra mettre à contribution ses membres les plus prospères ( rappelons que dans le cadre du New Deal qui a en grande partie permis de sortir les Etats-Unis de la crise de 1929, Roosevelt avait osé appliquer un impôt progressif allant au-delà de 70% des revenus pour les plus riches ... ) (50). De plus, l'impôt progressif permettra d'augmenter le pouvoir d'achat des classes moyennes et défavorisées, ce qui rendra possible une relance de la croissance par la consommation.
  - 4) Diviser par deux ou trois le budget de la Défense pour investir dans l'éducation, la formation professionnelle, la recherche et dans le biologique et le renouvelable. Dans les pays développés, il est certain qu'une majorité de contribuables préféreront voir leur argent dépensé de la sorte plutôt que dans la chasse aux terroristes, les coups d'Etats ou les subventions aux producteurs d'OGM et autres multinationales-qui-vous-veulent-du-bien.
  - 5) Abolir le marché des matières premières à l'exception des métaux précieux. Pour en finir avec une autre forme de spéculation qui n'a que trop duré, il faut rétablir une parité fixe entre les monnaies, dont la valeur dépendrait du cours des métaux: plus un pays est riche en ressources minérales et plus la valeur de sa monnaie serait forte. Imaginez donc ce monde où la rouble russe a plus de valeur que le dollar d'Onclé Obama ! Dans ce monde, plus de spéculation sur la valeur des devises ...
- Mais ce n'est pas tout, en ce qui concerne les autres matières premières il faudrait:

- Interdire le stockage en vue de faire grimper délibérément les prix
- Ne plus reconnaître la catégorie de produits financiers nommée « futures » ( achats à terme en spéculant soit sur la hausse soit sur la baisse de l'actif concerné ).

En prenant un peu d'avance, il est à noter que les propositions 4 et 5 de cette sous-partie permettraient pratiquement à elles seules d'éviter les crises alimentaire dans un premier temps puis écologique dans son ensemble peu de temps après.

Toutefois, même en prenant toutes les solutions évoquées dans cette quatrième partie, il faut avoir la lucidité de dire qu'il s'agit là des premiers secours en quelque sorte. Concernant cette crise, mon vœu le plus cher est que ceux que l'on classe parmi les « intellectuels » prennent leurs responsabilités: la maison a été balayée par une tornade que trop peu ont vu venir, il s'agit maintenant que chacun vienne ajouter sa pierre au nouvel édifice selon ses capacités. Le problème est que pour l'heure nous sommes encore en manque d'architectes ...

#### Notes et références:

- (1) *Hier et demain. Pensées brèves*, 1918
- (2) <http://royalsociety.org/page.asp?id=1727>
- (3) Gay, O; Rees, A (2005). "The Privy Council" (pdf). House of Commons Library Standard Note. SN/PC/2708. <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/notes/snpc-3708.pdf>.
- (4) <http://www.heritage.org/About/Departments/trustees.cfm>
- (5) "The Heritage Foundation's 35 years," Z Magazine, July 1, 2008.
- (6) 1984, publié en 1949
- (7) Référence à la théorie libérale classique d'autorégulation des marchés, basée en grande partie sur les travaux de Smith. Voir en priorité Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776))
- (8) <http://www.zmag.org/zspace/commentaries/2526>
- (9) [http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_assets\\_owned\\_by\\_News\\_Corporation](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_assets_owned_by_News_Corporation)
- (10) Pour une analyse complète du système de propagande utilisé dans les pays développés, lire *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Agone, 2008. Première parution New York : Pantheon Books, 1988 (réédition 2002). L'ouvrage de Chomsky et Herman est encore à ce jour la meilleure analyse disponible concernant les liens entre les différents cercles du pouvoir et les médias.
- (11) [http://en.wikipedia.org/wiki/Culture\\_Warrior](http://en.wikipedia.org/wiki/Culture_Warrior)
- (12) Pour un extrait du livre: <http://www.acrimed.org/article3010.html>
- (13) Voir à ce sujet les propositions émises chaque année lors du Forum Social Mondial.
- (14) <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/06/MILLET/13533>
- (15) <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10860>
- (16) [http://www.actinbusiness.com/loi\\_de\\_finances\\_2006.htm](http://www.actinbusiness.com/loi_de_finances_2006.htm)
- (17) Ici aussi, se référer à *La Fabrication du consentement* par N. Chomsky et E. Herman
- (18) Voir *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement* (1970), par P. Bourdieu et J-C Passeron
- (19) Contre toutes les idées reçues sur l'économie, voir absolument *Antimanuel d'économie : Tome 1, les fourmis* (2003) par Bernard Maris et la suite *Antimanuel d'économie : Tome 2, les cigales* (2006)
- (20) Idem
- (21) <http://www.sec.gov/news/speech/1993/101493schapiro.pdf>
- (22) <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=9138>
- (23) <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10311>
- (24) <http://www.ratical.org/ratville/CAH/warisaracket.html> (*War is a Racket* (1935) par le Général S.D Butler )
- (25) <http://www.counterpunch.org/whitney09082008.html>
- (26) Voir OGM : semences de destruction - L'arme de la faim (2008) par F.W Engdahl
- (27) Idem
- (28) <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=14672>
- (29) <http://edm.etatdumonde.com/EDMWeb/navigation/recherche/simple.html?query=La+mondialisation+de>
- (30) [http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type\\_item=ART\\_ARCH\\_30J&objet\\_id=1093032&clef=ARC-TRK-NC\\_01](http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1093032&clef=ARC-TRK-NC_01)

- (31) <http://www.wsws.org/articles/2008/sep2008/ceo-s23.shtml>
- (32) Summary of the Emergency Economic Stabilization Act of 2008
- (33) Text of Draft Proposal for Bailout Plan, dans The New York Times, 20 septembre 2008  
(texte intégral )
- (34) <http://www.mbaa.org/NewsandMedia/PressCenter/62936.htm>
- (35) Foreign Banks Hope Bailout Will Be Global, dans The New York Times, 22 septembre 2008 (texte intégral )
- (36) Buyout Plan for Wall Street Is a Hard Sell on Capitol Hill, dans The New York Times, 23 septembre 2008 (texte intégral )
- (37) The Real Costs of the Bailouts, dans The Wall Street Journal, 28 septembre 2008 (texte intégral )
- (38) How Much The Government's \$700B Bailout Plan Will Cost You, dans Associated Press, 26 septembre 2008 (texte intégral )
- (39) Bad News For The Bailout, sur Forbes.com, 9 septembre 2008 (texte intégral )
- (40) Americans Oppose Bailouts, Favor Obama to Handle Market Crisis, sur Bloomberg.com, 24 septembre 2008 (texte intégral )
- (41) Senate Goes After Regulators Past, Present, dans The Washington Post, 23 septembre 2008 (texte intégral )
- (42) Hill Clashes on Rescue Plan; Dollar Drags Down Markets, dans The Washington Post, 23 septembre 2008 (texte intégral )
- (43) Cette lettre a été envoyée au Congrès le 24 Septembre 2008
- (44) [http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type\\_item=ART\\_ARCH\\_30J&objet\\_id=1055065](http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1055065)
- (45) Obama injecte 75 milliards dans le secteur immobilier, sur LeDevoir.com, 9 février 2009 (texte intégral )
- (46) A test of will, dans The Economist, 18 mars 2009 (texte intégral )
- (47) [http://www.gold-eagle.com/editorials\\_05/conrad052105.html](http://www.gold-eagle.com/editorials_05/conrad052105.html)
- (48) <http://cryptogon.com/?p=10784>
- (49) [http://www.youtube.com/watch?v=ji\\_G0MqAqq8](http://www.youtube.com/watch?v=ji_G0MqAqq8)
- (50) [http://www.salairemaximum.net/Roosevelt-n-epargnait-pas-les-riches,-par-Thomas-Piketty\\_a7.html](http://www.salairemaximum.net/Roosevelt-n-epargnait-pas-les-riches,-par-Thomas-Piketty_a7.html)

**Julien Paolantoni** est étudiant en licence d'économie et de gestion à l'université Montesquieu Bordeaux 4.  
Contact: [bigfoot\\_all\\_star@hotmail.fr](mailto:bigfoot_all_star@hotmail.fr)